

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 03/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAEME DANONE EAUX FRANCE

Usine d' AMPHION
BP 609
74500 Évian-les-Bains

Références : 20240326-RAP-OCPSAEMEPublier-geo
Code AIOT : 0006104663

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement SAEME DANONE EAUX FRANCE implanté ZI DU VIGNOBLE FRANC à Publier. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAEME DANONE EAUX FRANCE
- AMPHION, ZI DU VIGNOBLE FRANC, 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de Publier a été construite en 1965. Elle embouteille la totalité de l'eau minérale captée à partir de l'impluvium situé sur le plateau de Gavot. L'usine produit annuellement plus de 2 milliards de bouteilles, de différents formats (soit environ 7 millions par jour). Le conditionnement est réalisé pour l'essentiel en bouteilles en PET. L'usine produit les préformes au moyen de presses à injecter,

les préformes étant ensuite soufflées sur les chaînes de remplissage. À ce titre, elle utilise environ 100 tonnes par jour de granulés PET.

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 13 août 2018 qui a fait suite à une reconstruction importante de l'usine destinée à accroître la capacité d'embouteillage tout en améliorant le cloisonnement du site vis à vis du risque d'incendie. Puis, deux arrêtés préfectoraux complémentaires de 2018 et 2021 sont venus renforcer certaines prescriptions.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 portant sur les effluents liquides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	12 mois
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
7	Débit de rejet	Arrêté préfectoral du 18/02/2021, article 1	Demande d'action corrective	12 mois
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF et liste des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 et 4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la base des écarts constatés lors de la visite d'inspection, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

Sous un délai d'un mois :

- de renseigner tous les paramètres analysés par le laboratoire CARSO dans l'application GIDAF.

- de tenir à disposition de l'inspection la liste des PFAS utilisés et vérifier que les PFAS analysés correspondent bien à ceux de la liste établie. Sur la base de cette liste, il élargira le cas échéant les composés à analyser.

Sous un délai de 3 mois :

- L'exploitant devra s'assurer que le laboratoire extérieur effectue désormais un prélèvement par échantillonnage automatique à température contrôlée proportionnel au débit sur une durée de 24 heures.

Sous un délai de 12 mois :

- L'exploitant devra trouver une solution pour que les crues de la Dranse ne perturbent pas la mesure de débit des effluents rejetés. L'exploitant mettra à profit le projet REUT (Réutilisation de l'Eau industrielle Usées Traitées) en cours d'élaboration, pour éviter le reflux d'eau en cas de crue dans le canal de rejet.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de justifier que le pompage au lac utilisé à des fins sanitaires et alimentaires est bien autorisé au titre du code de la santé publique, comme prévu à l'article L.1321-7 du code de la santé publique. A défaut, la situation devra être régularisée en lien avec l'ARS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p><u>Art.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13/08/2018</u></p> <p>Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.</p> <p><u>Art.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021</u></p> <p>-Les effluents industriels devront être traités dans une station d'épuration interne avant d'être rejetés dans la rivière Dranse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux datant de juin 2023 nous a été présenté.</p> <p><u>Les eaux pluviales</u> sont représentées en vert sur le plan.</p> <p>Depuis la construction du bâtiment Omega, une zone tampon alvéolaire a été mise en place sous les espaces verts pour casser le débit et permettre de conserver les canalisations existantes. Toutes les eaux pluviales s'évacuent dans la rivière La Dranse et passent au préalable par un séparateur hydrocarbures.</p> <p><u>Les eaux minérales</u> sont représentées en bleu clair sur le plan.</p>

Les eaux sanitaires sont représentées en violet sur le plan. Un dégraisseur permet de prétraiter les eaux du restaurant. Les eaux sanitaires sont évacuées dans le réseau d'assainissement communal. L'alimentation en eau des sanitaires, des machines à café et du restaurant provient du pompage au lac (pompage de « La Léchère »). L'exploitant devra justifier que ce pompage est bien autorisé à des fins sanitaires et alimentaires au titre du code de la santé publique.

Les eaux industrielles sont représentées en bleu pour l'alimentation du process par les eaux du pompage. Les eaux du pompage sont traitées par adoucisseur et déminéralisée pour être utilisées dans le process (nettoyage des machines intérieures et extérieures, et lavage des bouteilles en verre).

Les effluents d'eaux industrielles sont représentés en rouge sur le plan. Ces eaux sont évacuées et traitées dans la station d'épuration interne avant d'être rejetées à la rivière La Dranse.

La gamme des eaux aromatisées a été abandonnée donc il n'y a aucun effluent industriel qui est évacué dans le réseau d'assainissement communal contrairement à ce qui est indiqué à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Art.2.2 de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du 13/08/2018

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

Constats :

Nous avons pu effectuer un contrôle visuel du point de rejet. Les eaux rejetées ne présentaient pas d'aspect ou de couleur particuliers.

Lors des travaux de restauration de la berge du cours d'eau effectués en 2023, l'exploitant en a profité pour réaménager les exutoires des eaux pluviales et mettre en place des clapets anti-retour afin d'éviter des retours d'eau de la rivière vers le site en cas de crue.

Toutefois, un tel dispositif n'a pas pu être installé dans la canalisation de rejet des eaux industrielles car le canal venturi existant ne le permet pas.

L'exploitant nous a présenté la station d'épuration des eaux industrielles lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Art.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021</u></p> <p>Les ouvrages de rejet d'eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets.</p> <p>L'exploitant est tenu de permettre l'accès, à toute époque, à ces ouvrages à l'inspecteur des installations classées et aux agents du service chargé de la police des eaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de prélèvement est situé dans le dernier bassin de la station d'épuration avant la sortie par surverse vers le milieu naturel.</p> <p>Le préleveur réfrigéré est situé dans le bâtiment situé à proximité du bassin de rejet. La mesure de pH et de température est effectuée dans l'eau provenant du préleveur à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>L'ouvrage est facilement accessible aux intervenants extérieurs. Toutefois, l'exploitant nous a indiqué que le laboratoire CARSO effectuait un prélèvement non pas sur 24 heures mais instantané et prélevait le volume nécessaire aux analyses grâce à un seau qu'il immerge dans le bassin.</p> <p>L'enregistreur de la marque ANDRESS HAUSER permet de visualiser les paramètres de pH, t°C, conductivité et débit.</p> <p>Lors de la visite la température relevée était de 13°C et le débit instantané de 26m3/h (Volume total indiqué : 84091 m3).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que le laboratoire extérieur effectue désormais un prélèvement sur 24h.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> <p>[...]</p>

Art.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021

1) Mesure en continu

Le point de rejet des eaux industrielles sera équipé d'un dispositif de mesure de débit en continu conforme aux normes en vigueur et respectant les prescriptions techniques définies par les constructeurs.

Le pH et la température du point de rejet des eaux industrielles seront mesurés et enregistrés en continu. Le système de contrôle en continu déclenchera sans délais une alarme sonore en cas de rejet d'effluents non conformes aux limites de pH.

Une exploitation informatique de ces informations devra permettre de présenter les résultats suivants :

- débit : valeurs journalières, moyenne mensuelle, valeur maxi des valeurs journalières du mois ;
- température : moyennes journalières, moyenne mensuelle, valeur maxi des moyennes journalières du mois ;
- pH : valeurs moyennes journalières, valeurs mini et maxi de chaque jour, moyenne du mois, valeurs mini et maxi relevées dans le mois.

2) Mesures internes

L'exploitant réalisera à ses frais, sur un échantillon représentatif de l'émission journalière, des mesures du niveau des rejets sur les paramètres suivants et aux fréquences indiquées :

<i>Paramètres</i>	<i>Fréquence des mesures</i>
<i>MEST</i>	<i>2 fois par semaine</i>
<i>DCO</i>	<i>2 fois par semaine</i>
<i>DBO5</i>	<i>2 fois par semaine</i>
<i>P total</i>	<i>2 fois par semaine</i>
<i>N global</i>	<i>2 fois par semaine</i>

2.4.3 – Contrôle par un laboratoire extérieur

Des analyses portant sur les polluants et aux fréquences suivants seront effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées :

<i>Paramètre</i>	<i>Code Sandre</i>	<i>Fréquence</i>
<i>Volume journalier</i>		<i>Trimestrielle</i>
<i>pH</i>	<i>1302</i>	<i>Trimestrielle</i>
<i>DCO (sur effluent non décanté)</i>	<i>1314</i>	<i>Trimestrielle</i>
<i>MEST</i>	<i>1305</i>	<i>Trimestrielle</i>
<i>DBO5 (sur effluent non décanté)</i>	<i>1313</i>	<i>Trimestrielle</i>
<i>Azote global</i>	<i>1551</i>	<i>Trimestrielle</i>
<i>Phosphore total</i>	<i>1350</i>	<i>Trimestrielle</i>
<i>Ortho-phosphates</i>	<i>1433</i>	<i>Trimestrielle</i>

Hydrocarbures totaux	7009	Annuelle
Indice phénol	1440	Trimestrielle
Chrome et composés	1389	Annuelle
Cuivre et composés	1392	Annuelle
Plomb et composés	1382	Annuelle
Zinc et composés	1383	Annuelle
Cadmium	1388	Trimestrielle
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	Trimestrielle
<p>Constats :</p> <p>Le débit, la température et le pH sont mesurés et enregistrés en continu. L'exploitant nous a indiqué qu'en cas de non-conformité en pH une alarme retentit sur les téléphones portables des agents et que les pompes de la station s'arrêtent automatiquement. Les mesures internes sont effectuées tous les 3 jours au lieu de 2 fois par semaine. Le laboratoire extérieur effectue les analyses tous les 2 mois.</p> <p>Les fréquences d'analyse sont respectées.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		

N° 5 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE			
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</p> <p>Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p><u>Art.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021</u></p> <p>- Les effluents industriels devront être traités dans une station d'épuration interne avant d'être rejetés dans la rivière Dranse. Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 6,5 et 8,5 - température inférieure à 30°C - volume inférieur à 1 000 m3/jour 			
Paramètre	Code Sandre	Concentration	Flux sur 24 heures
MEST	1305	35 mg/l	35 kg/j

DCO	1314	125 mg/l	125 kg/j
Azote global	1551	10 mg/l	10 kg/j
Phosphore total	1350	0,8 mg/l	1 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	10 g/j
Indice phénol	1440	0,3 mg/l	300 g/j
Chrome et composés	1389	0,1 mg/l	50 g/j
Cuivre et composés	1392	0,15 mg/l	50 g/j
Plomb et composés	1382	0,1 mg/l	30 g/j
Zinc et composés	1383	0,8 mg/l	120 g/j
Cadmium	1388	25 µg/l	6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	50 µg/l	50 g/j

Constats :

Il a été constaté des dépassements récurrents sur le volume.

L'exploitant nous a indiqué, que pour les mois d'octobre à janvier 2024, ces non-conformités s'expliquent par des crues de la Dranse.

En effet, le canal de rejet étant situé sur un point bas de la berge, lors des crues, les eaux de la rivière remontent dans le canal de rejet et sont comptabilisées par le débitmètre. L'exploitant a expliqué que dans le cadre des travaux de restauration des berges réalisés par le syndicat de rivière, des épis vont être placés sur la berge, ce qui devrait permettre d'éviter le reflux d'eau en cas de crues dans le canal de rejet. L'exploitant n'est pas certain que les épis suffisent pour les grosses crues.

L'exploitant mettra à profit le projet REUT (Réutilisation de l'Eau industrielle Usées Traitées) en cours d'élaboration, pour trouver une solution pour que les crues de la Dranse ne perturbent pas la mesure de débit des effluents rejetés.

Le dépassement en août provient d'un arrêt de production au 15/08/2023 qui nécessite le délestage des eaux minérales dont les forages ne peuvent être arrêtés.

Concernant les dépassements en phosphore :

En mars, l'exploitant nous a montré le fichier source qui ne présentait aucune non-conformité. Il s'avère donc qu'il s'agit d'une erreur de saisie dans GIDAF qui sera corrigée.

En avril 2023, le faucardage des roseaux pourrait expliquer les dépassements en phosphore sur une semaine. L'exploitant a constaté que les boues et fragments de roseaux bouchaient l'exutoire donc les eaux n'ont pas été filtrées et se sont évacuées par surverse. Depuis, une procédure de retrait des déchets de la fauche des roseaux permet d'éviter ce phénomène.

Concernant les dépassements en azote en flux :

En juin 2023, il a été expliqué par l'intervention des fontainiers qui ont utilisé trop d'acide nitrique pour le nettoyage des chaînes de production.

En décembre 2023, le dépassement provient des crues de la Dranse qui ont été à l'origine d'une surestimation du volume rejeté et par conséquent du flux car les valeurs en concentration sont bonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant devra trouver une solution pour que les crues de la Dranse ne perturbent pas la mesure de débit des effluents rejetés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p><u>Art.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021</u></p> <p>2.4.4 – Transmission des résultats</p> <p>Les résultats des mesures prescrites aux articles 2.5.1 et 2.5.3 réalisées au cours d'un mois seront saisies sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (outil de gestion informatisé des données d'auto-surveillance fréquente – GIDAF), avant le 15 du mois suivant. La transmission sera accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, et de la description des actions correctrices mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que seules les analyses internes sont renseignées dans GIDAF.</p> <p>Les résultats des analyses effectuées par le laboratoire CARSO ne sont pas renseignés dans GIDAF.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de renseigner tous les paramètres analysés par le laboratoire CARSO dans GIDAF dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. <u>Art.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021</u> Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution : volume inférieur à 1 000 m3/jour <u>Art.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021</u> Le point de rejet des eaux industrielles sera équipé d'un dispositif de mesure de débit en continu conforme aux normes en vigueur et respectant les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Une exploitation informatique de ces informations devra permettre de présenter les résultats suivants : débit : valeurs journalières, moyenne mensuelle, valeur maxi des valeurs journalières du mois ;
Constats : Le débit est mesuré par un débitmètre bulle à bulle qui est installé dans le canal venturi. L'exploitation informatique des données de débit permet de visualiser les résultats conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/02/2021. Comme évoqué au point de contrôle n°5, il a été constaté des dépassements récurrents du débit journalier liés aux crues de la Dranse, le canal de rejet étant situé très bas sur la berge. Selon l'exploitant, le point de rejet ne peut être remonté au vu de l'emplacement du dernier bassin de la station d'épuration et des dispositions constructives à respecter pour le canal venturi. L'exploitant compte sur les épis qui vont être placés en amont sur la berge dans le cadre des travaux de restauration en cours menés par le syndicat de rivière. L'exploitant n'est pas certain que les épis suffisent pour les grosses crues. L'exploitant mettra à profit le projet REUT (Réutilisation de l'Eau industrielle Usées Traitées) en cours d'élaboration, pour trouver une solution pour éviter le reflux d'eau en cas de crue dans le canal de rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit trouver une solution pour que les crues de la Dranse ne perturbent pas la mesure de débit des effluents rejetés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : La déclaration des campagnes de mesures effectuées en juillet, août et septembre 2023 a été réalisée mais invalidée par la DREAL car le préleveur n'était pas accrédité. Une nouvelle campagne de mesures est en cours. Le préleveur est la société APAVE et les analyses sont effectuées par le cabinet EUROFINs. Le 1er prélèvement a été effectué le 18/03/2024. L'exploitant a demandé l'analyse des 20 principaux PFAS et l'AOF. Les prochains prélèvements auront lieu en avril et mai 2024. L'exploitant avait commencé à établir la liste des PFAS pouvant être utilisés ou qui auraient été utilisés dans le passé sur son site mais n'a pas finalisé cette liste suite au questionnaire en ligne de la DREAL de recensement des SHVC et PFAS mis en œuvre. Ce questionnaire n'avait pas vocation à permettre aux exploitants de répondre à l'article 2 de l'AM PFAS du 20 juin 2023, qui impose d'établir la liste des PFAS pouvant être utilisés ou qui auraient été utilisés dans le passé sur son site. L'exploitant a déclaré qu'aucun PFAS est mis en œuvre ou a été mis en œuvre sur le site. Pour les deux prochains prélèvements, l'exploitant va élargir l'analyse aux 28 PFAS de l'arrêté ministériel (AM).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection la liste des PFAS utilisés et vérifier que les PFAS analysés correspondent bien à ceux de la liste établie. Sur la base de cette liste, il élargira le cas échéant les composés à analyser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois